



cinor
Communauté Intercommunale
du Nord-Ouest de la Réunion

Direction des
Affaires Culturelles,
Sportives et
Funéraires
0262 92 49 98

REPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION

Saint-Denis, le **18 MARS 2024**

Monsieur le Préfet de La Réunion
Service du contrôle de la légalité
Avenue de la Victoire
97405 SAINT-DENIS CEDEX

N/Réf. : DACSF/ML/AV/24/03/ **24000493**

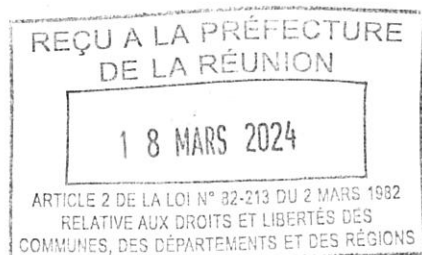
Objet : Décision portant nomination d'un régisseur principal pour assurer la continuité du bon fonctionnement de la régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne

Affaire suivie par Magalie LARAVINE (0262 92 49 98 – magalie.laravine@cinor.re)

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION	NOMBRE	OBSERVATION
Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint : - Décision n°002/MG/2024 , portant nomination d'un régisseur principal pour assurer la continuité du bon fonctionnement de la régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne.	2 + 1 copie	2 exemplaires pour accusé de réception et retour. 1 copie pour attribution.
Bonne réception de la (ou des) présente (s)		

Le Président,

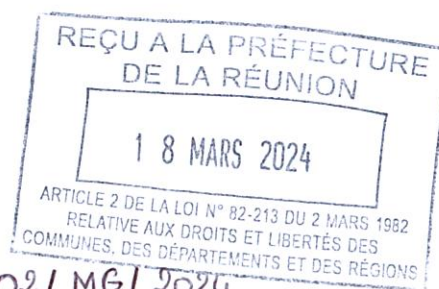


Pour le Président et par délégation,
la Directrice du Sport et de la Culture

Magalie LARAVINE

www.cinor.re

3, rue de la Solidarité CS 31025 - 97495 SAINT-DENIS CEDEX
0262 92 49 00 - contact@cinor.re



Décision n° 002 / MG / 2024

Portant nomination d'un régisseur principal pour assurer la continuité du bon fonctionnement de la régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne

Le Président de la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion

Vu la délibération n°2017/2-07 du Conseil de la Communauté en date du 6 avril 2017 approuvant le régime indemnitaire des régisseurs de recette et/ou d'avances ;

Vu la décision n° 009/MG/2021 en date du 1^{er} avril 2021 instituant une régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne ;

Vu la décision n° 17/MG/2022 en date du 12 septembre 2022 nommant M. Jean-Yves MARIANNE comme régisseur titulaire pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics ;

Considérant que M. Jean-Yves MARIANNE est écarté temporairement de ses fonctions au stade en eaux vives intercommunal de Sainte-Suzanne ;

Attendu qu'il y a lieu d'assurer la continuité du bon fonctionnement de la régie pendant l'absence de M. Jean-Yves MARIANNE ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27/02/2024 ;

DECIDE

Article 1^{er} : A la demande du comptable public, pendant l'absence de M. Jean-Yves MARIANNE, et jusqu'au retour de ce dernier, Monsieur Daniel JAURES est nommé régisseur principal de la régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le présent arrêté prendra fin automatiquement, sans autres formalités, en cas de reprise de fonctions de M. Jean-Yves MARIANNE au stade en eaux vives intercommunal de Sainte-Suzanne.

Article 3 : Monsieur Daniel JAURES percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 € (au prorata temporis) pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, et dont le montant sera périodiquement actualisé en fonction de l'évolution des recettes encaissées et de la réglementation en vigueur.

Article 4 : Le régisseur principal est conformément à la réglementation en vigueur, personnellement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Article 5 : Le régisseur principal ne doit pas percevoir de sommes pour les produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 6 : Le régisseur principal est tenu de présenter les registres comptables, les fonds et les formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.


Article 7 : Le régisseur principal est tenu d'appliquer en ce qui le concerne les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006, et notamment celle relative à l'obligation qui leur est faite d'établir un procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux des valeurs et des pièces justificatives.

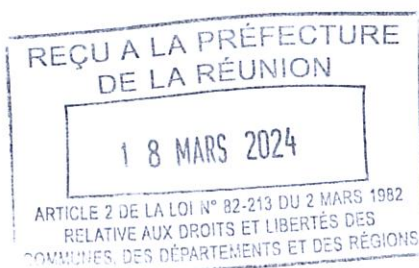
Fait à Saint-Denis, le 27/02/2024

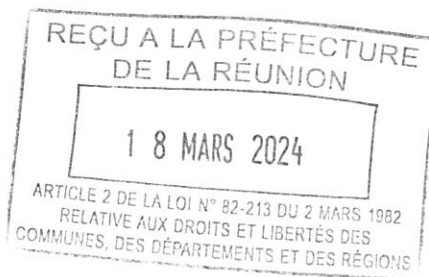
Maurice GIRONCEL
Président de la CINOR


Le Président
Maurice GIRONCEL

Daniel JAURES
Régisseur principal
Précédé de la mention manuscrite
« Vu pour acceptation »

« Vu pour acceptation »






Décision n° 0021 MG / 2024

Portant nomination d'un régisseur principal pour assurer la continuité du bon fonctionnement de la régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne

Le Président de la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion

Vu la délibération n°2017/2-07 du Conseil de la Communauté en date du 6 avril 2017 approuvant le régime indemnitaire des régisseurs de recette et/ou d'avances ;

Vu la décision n° 009/MG/2021 en date du 1^{er} avril 2021 instituant une régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne ;

Vu la décision n° 17/MG/2022 en date du 12 septembre 2022 nommant M. Jean-Yves MARIANNE comme régisseur titulaire pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics;

Considérant que M. Jean-Yves MARIANNE est écarté temporairement de ses fonctions au stade en eaux vives intercommunal de Sainte-Suzanne ;

Attendu qu'il y a lieu d'assurer la continuité du bon fonctionnement de la régie pendant l'absence de M. Jean-Yves MARIANNE ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27/02/2024 ;

DECIDE

Article 1^{er} : A la demande du comptable public, pendant l'absence de M. Jean-Yves MARIANNE, et jusqu'au retour de ce dernier, Monsieur Daniel JAURES est nommé régisseur principal de la régie de recettes pour la gestion du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage à Sainte-Suzanne, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le présent arrêté prendra fin automatiquement, sans autres formalités, en cas de reprise de fonctions de M. Jean-Yves MARIANNE au stade en eaux vives intercommunal de Sainte-Suzanne.

Article 3 : Monsieur Daniel JAURES percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 € (au prorata temporis) pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, et dont le montant sera périodiquement actualisé en fonction de l'évolution des recettes encaissées et de la réglementation en vigueur.

Article 4 : Le régisseur principal est conformément à la réglementation en vigueur, personnellement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Article 5 : Le régisseur principal ne doit pas percevoir de sommes pour les produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 6 : Le régisseur principal est tenu de présenter les registres comptables, les fonds et les formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 7 : Le régisseur principal est tenu d'appliquer en ce qui le concerne les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006, et notamment celle relative à l'obligation qui leur est faite d'établir un procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux des valeurs et des pièces justificatives.

Fait à Saint-Denis, le 27/02/2024

Maurice GIRONCEL
Président de la CINOR



Maurice GIRONCEL

Daniel JAURES
Régisseur principal
***Précédé de la mention manuscrite
« Vu pour acceptation »***

h Vu pour acceptation

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Daniel Jaures', written over the printed name.